

**Lab.RII**

**UNIVERSITÉ DU LITTORAL CÔTE D'OPALE**  
**Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation**

**CAHIERS DU LAB.RII**  
**– DOCUMENTS DE TRAVAIL –**

**N°182**

**Mai 2008**



**Hassan ZAOUAL**

# LES PARADOXES DE LA PENSEE GLOBALE<sup>1</sup>

## THE PARADOXES OF GLOBAL THINKING

Hassan ZAOUAL

*« Les sciences humaines, en se développant au début du siècle et en réifiant l'opérateur humain, ont voulu copier le modèle fourni par les sciences de la nature, en particulier en poursuivant le mythe dynamique de la précision : c'était une erreur de stratégie de l'esprit »<sup>2</sup>.*

*Résumé* – Ce texte propose une analyse critique des paradoxes pour lesquels la théorie de l'économie de l'offre qui inspire la globalisation n'a pas de réponse. L'économie de la démesure est autoreproductible. En s'autonomisant et en s'imposant avec force et brutalité aux sociétés contemporaines, elle fait croire qu'elle détient le monopole de la solution de leurs problèmes. La pensée de la globalisation reflète bien cette volonté de puissance. Mais, au fil du temps, l'approche économique du développement dans les pays du Sud et de la mondialisation en général se voit détrônée dans sa fonction de légitimité scientifique en faveur des nouvelles théories des territoires.

*Abstract* – This text proposes a critical analysis of the paradoxes for which the supply theory that inspires globalization has no answer. The economy of excess is self reproducing. Being more and more autonomous and imposing itself brutally to contemporary societies, it makes believe that it has the monopoly of finding solutions to their problems. The globalization thinking clearly shows this willingness of power. However, with the passing of time, the legitimacy of the economic approach of development in Southern countries and of globalization in general is supplanted by new theories that emphasize the role of territories..

© Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation  
Université du Littoral Côte d'Opale, mai 2008

---

<sup>1</sup> Cet article est un prolongement plus analytique d'un autre dont l'intitulé est : *Le développement peut-il être humain ?*, paru dans un ouvrage de l'auteur : *Le Management situé et le développement local*, Horizon pluriel, Rabat, 2006.

<sup>2</sup> Abraham A. Moles, *Les sciences de l'imprécis*, Seuil, Coll. Science ouverte, mars 1990, p. 276.

**LES PARADOXES DE LA PENSEE GLOBALE**  
**THE PARADOXES OF GLOBAL THINKING**

**Hassan ZAOUAL**

**TABLE DES MATIERES**

<b>INTRODUCTION</b>	4
<b>1. LES FONDEMENTS DE LA PENSEE POST GLOBALE</b>	4
1.1. Genèse, évolution et déclin de la pensée globale	4
1.2. Le paradoxe global/local	6
1.3. Le paradoxe marchand/non marchand.	7
<b>2. LE SITE OU LE CAPITAL. QUE CHOISIR ?</b>	9
2.1. Le paradoxe de l'anticapitalisme du développement	9
2.2. Le paradoxe formel/informel	10
2.3. La fin de l'économie comme science autonome ?	11
2.4. L'homo situs. L'homme d'un nouveau paradigme en sciences de l'Homme	12
<b>CONCLUSION</b>	15

## INTRODUCTION

Cet article s'inscrit dans un programme de recherche scientifique portant sur la *pensée post globale*. Il met ainsi en évidence les causes qui sont à l'origine de la *pensée globale* ainsi que les conséquences qui annoncent son déclin. Cette prédiction scientifique trouve son prolongement ici dans une analyse critique des paradoxes auxquels la *théorie de l'économie de l'offre* qui inspire la globalisation n'a pas de réponse. En conséquence, l'élucidation de ces énigmes scientifiques relève des *paradigmes du futur* qui transcendent les *frontières disciplinaires* en recomposant les savoirs académiques éclatés. De ce point de vue, l'approche économique du développement dans les pays du Sud et de la mondialisation en général se voit détrônée dans sa fonction de *légitimité scientifique* en faveur des *nouvelles théories des territoires* qui s'ouvrent à la mémoire, au savoir et aux croyances communes des acteurs locaux. C'est dans cette conjecture que sont déconstruits ici certains concepts fondamentaux de la théorie pure de l'économie comme l'*homo œconomicus*, la *rationalité*, le *marché autonome et auto régulateur* etc. Ainsi, dans cet article, tout converge vers la fin de l'*économiquement pur*. A l'heure de la perte de sens des indicateurs économiques<sup>3</sup> notamment le premier d'entre eux à savoir la croissance économique<sup>4</sup>, il devient, en définitive, urgent de croiser les savoirs du social.

Cependant, *le nouveau paradigme commun* en gestation ne saurait retenir l'attention de la communauté scientifique sans un examen critique du *savoir économique institué* qui brouille l'horizon des chercheurs et des décideurs. Ce n'est que suite à ce travail de décryptage que la nouvelle vision des choses gagnerait en pertinence non seulement théorique mais aussi pratique. C'est cette progression que ce texte s'attache à suivre. Ainsi, dans une première phase, les arguments avancés visent, avant toutes choses, à décrire le contexte d'émergence du discours de la globalisation ainsi que ses dysfonctionnements au regard de l'évolution de la théorie économique elle-même et des expériences observées dont nous rendons compte au plan théorique. Au fur et à mesure de la progression de la démarche proposée, les dimensions *institutionnelles*, puis, *interculturelles*, sont introduites pour mieux saisir le chemin parcouru par les *nouveaux paradigmes* mettant l'accent sur les *acteurs* et les *territoires*, entre autres, la théorie des sites. Ce qui ouvre, dans un second temps, des perspectives de recherche dont on ne peut, à terme, soupçonner les conséquences scientifiques au plan de l'ensemble du savoir économique. En effet, de par le réductionnisme croissant dont elle fait preuve dans ses modes de pensée, la science économique court, aujourd'hui, le risque de ne plus être d'aucune utilité pratique pour les populations dont elle prend en charge le destin.

## 1. LES FONDEMENTS DE LA PENSÉE POST GLOBALE

### 1.1. Genèse, évolution et déclin de la pensée globale

La raison d'être de cette contribution est d'introduire un débat sur les fondements de l'économie en tant que *discipline scientifique autonome*. C'est une manière d'interpréter, en profondeur, les origines lointaines de l'émergence des dynamiques territoriales. Ces dernières trouvent une bonne partie de leur explication dans les *ambivalences de la globalisation* qu'il s'agit ici d'explicitier en tenant compte aussi de *l'évolution de la théorie économique*. Cette démarche dénote *l'idée d'un bilan* suite aux *politiques d'ouverture économique* menées, un

---

<sup>3</sup> Patrick Viveret, Conseiller à la cour des comptes, (2001), *Reconsidérer la richesse*, Rapport d'étude sur les « nouveaux facteurs de richesse ».

<sup>4</sup> Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, Fayard, 2007

peu partout, dans le monde<sup>5</sup>. En substance, le *néolibéralisme* trouve sa *justification scientifique* dans la *théorie de l'économie de l'offre* qui s'est consolidée durant les années 80 par une littérature économique envahissante exigeant pratiquement *la fin de l'interventionnisme des pouvoirs publics* dans la vie économique. Cette percée de la *science du marché* ne doit sa force qu'au vide laissé par l'effondrement du *marxisme*, suite à celui du bloc de l'Est, et au retrait de la *théorie keynésienne* de la scène scientifique en raison de son impertinence théorique et pratique dans un contexte de mondialisation. En somme, l'impuissance des uns crée la puissance des autres.

Pourtant, une relecture de la pensée économique, dès ses origines, montrerait que la *théorie de l'économie de l'offre* est une simple reprise des arguments des fondateurs du libéralisme. Abstraction faite de certaines *sophistications méthodologiques* notamment dans la manière d'exposer les arguments qui mettent en évidence les *effets pervers* d'une forte intrusion de l'Etat dans la vie économique, le *néolibéralisme* n'a pas inventé de « *nouveaux principes* » d'économie politique. A l'évidence, une relecture des œuvres d'Adam Smith, de Ricardo et, particulièrement, celles des auteurs comme Bastiat ou Jean-Baptiste Say démontrerait qu'en termes d'originalité la *théorie de l'économie de l'offre* fait du *surplace paradigmatique*. Les idées économiques anti étatiques qu'elle mobilise sont largement mises en évidence dans les théories de ces deux derniers auteurs. Les arguments de la *courbe de l'économiste américain Laffer* concernant l'idée que « *trop d'impôt tue l'impôt* » y sont explicitement débattus.

Le *déclin du fordisme* aidant, la *théorie de l'économie de l'offre* s'est vue renforcer dans ses *croyances scientifiques* d'autant plus qu'une *nouvelle vision* de la situation n'est pas disponible. C'est le *dilemme de l'alternative manquante*. Faute de mieux, la *prophétie du marché* a vite pris le dessus sur l'ensemble des *croyances de la communauté scientifique* des économistes. Car le besoin de repères théoriques, faux ou vrais, est indispensable y compris pour l'action sur les terrains. Cependant, en l'absence d'une théorie adaptée aux faits, le pragmatisme est, en réalité, le *parent pauvre de la pensée*. Le risque de tourner en rond est quasi certain. Comme le souligne Joan Robinson, la *théorie économique* est souvent en retard par rapport aux *interprétations des crises* auxquelles elle est, constamment, confrontée. De nos jours, contrairement à ce que pensait Lénine « *les faits sont têtus* », c'est, plutôt, la théorie économique qui est têtue. A vrai dire, il y est question de *croyances scientifiques*, donc de résistances quasi théologiques au changement de point de vue. Cependant, ces *résistances au changement paradigmatique* ne sont qu'une question de temps. En effet, en devenant *cumulatives*, les *anomalies inexpliquées* détruisent, peu à peu, le paradigme de référence. Ainsi, la nécessité d'une *révolution scientifique*<sup>6</sup> dans la manière de poser les problèmes des économies et des sociétés contemporaines est, à terme, incontournable.

D'ailleurs, aujourd'hui, le discours en faveur de la globalisation économique s'essouffle dans les pays mêmes qui s'affichent à l'avant-garde de cette *idéologie économique*. Les grands pays industrialisés d'Occident ne sont plus à l'abri d'un *renversement de perspective théorique et pratique* dans la mesure où la globalisation fissure en profondeur leurs *systèmes productifs* et par ricochet leur *cohésion sociale*. En dépit des avantages historiques acquis, ces

---

<sup>5</sup> Et, ici, l'économie marocaine en est une parfaite illustration. En effet, durant une longue période d'ajustement structurel, le Maroc comme, d'ailleurs, tous les pays du sud qui ont connu des *crises de surendettement*, a dû adopter une *politique d'ouverture économique* inspirée par le retour en force de la pensée libérale. Cf. H. Zaoual, *Ombres et lumières sur l'Economie marocaine. Trajectoire et perspectives*. Contribution à l'étude sur l'environnement au Maroc, Cabinet SEGU, Casablanca, 2008. Repris in *Cahiers du Lab.RII*, n°175 Février 2008, 13 pages. Université du Littoral Côte d'Opale.

<sup>6</sup> Cf. Thomas Kuhn, *Structures des révolutions scientifiques*, Flammarion, 1983

pays s'épuiseront à courir derrière une compétitivité alignée sur celle de l'économie chinoise à moins qu'ils arrivent à comprimer les *besoins incompressibles* du mode de vie de la grande majorité de leurs citoyens, une pure illusion d'économiste libéral dirait Keynes. Les limites économiques et sociales de la globalisation dans les grands pays industrialisés s'affirment de jour en jour (crises boursières, chômage, inflation, exclusion sociale, pauvreté, dégradation de l'environnement, perte de sens etc.). Dans ces conditions, le *protectionnisme*, contrairement aux croyances scientifiques admises aujourd'hui, pourrait avoir un *grand avenir* devant lui. Il trouverait sa justification scientifique non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan social et environnemental. D'ailleurs, l'actualité grandissante des problématiques du *développement durable et local* éclaire, peu à peu, cet horizon encore brumeux.

## 1.2. Le paradoxe global/local

Dans cette anticipation sur les mystères et les retournements de la théorie économique, le *paradoxe global/local* exprime, à sa manière, une *énigme scientifique* à laquelle il faudrait une réponse cohérente en dehors du paradigme admis. Cette élucidation ne peut être formulée clairement qu'en décryptant les *incertitudes* qui accompagnent la globalisation. Et, elles sont *systémiques* et *multidimensionnelles*. Elles touchent l'ensemble de la vie quotidienne des populations. Elles sont sources de *paralyse économique* et d'*anomie sociale*. Face à ces *anomalies de la globalisation*, le territoire fait figure d'*échappatoire*. Il s'apparente ainsi à un *organisme social* producteur de *sens, d'appartenance et d'espérance*, une sorte de soupape à l'*insécurité généralisée* que provoque la *globalisation*. Le territoire ressoude les *liens sociaux* que le *marché planétaire* détruit. Il devient même un *remède économique* à la *globalisation économique*<sup>7</sup> dans la mesure où il émerge en tant qu'*acteur collectif* capable d'impulser de nouvelles dynamiques économiques<sup>8</sup>.

En somme, un lien étroit semble exister entre le *territoire* et l'*espoir*<sup>9</sup> que recherchent les acteurs locaux dans des *modes de coordination* autres que celui du *tout marché*. Ce que Bernard Pecqueur désigne explicitement dans le chapitre 1 de cet ouvrage collectif par « *Le tournant territorial de l'économie globale* ». A y regarder de près, il s'agit là d'un véritable *renversement paradigmatique* intégrant la *multiplicité*, la *proximité* et les *identités territoriales* génératrices de *confiance* et de *capital social*<sup>10</sup>. Cette *économie située* est, par nature, *multidimensionnelle*. Ici, l'irruption du multiple déroute et noie l'unique. Au plan analytique, c'est une sortie du *réductionnisme scientifique* de la théorie dominante, celle qui est à l'origine de toutes les politiques d'ouverture économique menées de par le monde.

Ces *hybridations* des dynamiques territoriales obligent les quelques économistes qui s'y intéressent à une *marginalité paradigmatique* par rapport à la *science normale* en économie. Leurs approches sont, plutôt, *interdisciplinaires*. D'ailleurs, ces économistes hétérodoxes ne sont jamais admis sur la scène de *distinction de la science économique*. Pourtant, un simple croisement des conclusions des *théories économiques d'inspiration institutionnaliste* et celles des *théories des territoires* démontrerait largement la *pertinence scientifique* du retour à *l'acteur et au territoire*. En effet, cet élargissement de la perspective de recherche dévoile,

<sup>7</sup> Cf. H. Zaoual, sous la dir., *La socio-économie des territoires. Expériences et Théories*. L'Harmattan. Paris. 1998.

<sup>8</sup> Pecqueur B., Zimmerman J.-B., 2004, *Economie de proximité*, Lavoisier, Paris.

<sup>9</sup> H. Zaoual, « L'irruption de la diversité et de la proximité. Du territoire à l'espoir » (pp. 170-187) in Nathalie Calmé (sous la dir.), *Les chemins de l'espoir*, Editions Du Rocher, 2006, Actes du colloque du Forum de Fès 2005.

<sup>10</sup> Tom Healy et Sylvain Côte, Le capital social indispensable mais insaisissable, *Problèmes économiques* n°2717, 13 juin 2001.

amplement, les *incomplétudes du paradigme du marché global* qui sert de *boussole déformante* aux *politiques macroéconomiques* inspirées par la *théorie de l'économie de l'offre*.

Métaphoriquement, la *macroéconomie* y fait figure d'une *myopie*. Elle ne prend pas en compte les anticipations et les interactions des acteurs *in situ*. Ce qui écarte de sa vision les effets des particularités des contextes d'action. Pourtant, par expérience, les agents économiques ne se comportent pas toujours selon les *effets escomptés* par la *simulation*, élaborée généralement par les macro-économistes en dehors de la *situation*. Ces faits rappellent à l'ordre la théorie économique en direction d'un plus grand « *réalisme* ». En substance, les *observations* de la situation sur des échelles plus pertinentes<sup>11</sup> comme celles des territoires condamnent, sans appel, l'*abstraction généralisante* (expression de Joseph Schumpeter). C'est avec ce type de procédure extensive que la politique économique se constitue comme *mode opératoire*. Cependant, si la politique économique en tant que « *boîte à outils* » est impuissante à accompagner dans les faits les changements nécessaires, c'est que la théorie qui l'inspire est à reconsidérer de fond en comble.

C'est cette *dissidence paradigmatique* qu'ont choisie les *théories des territoires* pour mieux s'approcher des *modes de réaction* des acteurs au changement. Elles y décèlent une *subtilité* que l'*institutionnalisme en économie*<sup>12</sup> arrive à peine à entrevoir lorsqu'il se propose de traiter de l'incertitude inhérente aux transactions marchandes. C'est dans la mobilisation de la dimension institutionnelle qu'il voit la solution à l'*impact dépressif* de l'incertitude sur les *transactions économiques*, donc sur le *dynamisme de l'économie*. Les théories des institutions, des conventions etc. mettant en relief l'*opportunisme* des agents économiques ainsi que l'*asymétrie d'information* qui l'accompagne ont largement débattu de ces énigmes scientifiques. Les *aléas* y sont combattus par les contrats et les règles que les acteurs se construisent eux-mêmes pour mieux accroître la *transparence* que nécessitent les échanges marchands.

### 1.3. Le paradoxe marchand/non marchand.

La question de la *gouvernance*,<sup>13</sup> aujourd'hui, ne fait qu'élargir le champ de ces mêmes énigmes à l'ensemble d'une économie qui cherche *ses repères en dehors d'elle-même*. Et, c'est le territoire qui lui en donne une des solutions en tant que *creuset de croyances et d'institutions* assurant une réduction de la *zone d'incertitude* inhérente au marché. Cet énoncé rappelle une des conclusions fondamentales des microsociologies<sup>14</sup>, *la situation, c'est l'institution !* Ici, la *théorie* comme l'*empirie* atteste de la *défaillance du marché* et convoque à la table de la démonstration la question de l'impossibilité d'une totale *autonomie de l'économie* réduit à sa plus *simple expression* qu'est le *marché*. Le marché a besoin lui-même de ce qu'il *n'est pas*, un paradoxe que l'on tente de dissimuler derrière un *institutionnalisme* qui s'arrête à mi chemin du parcours que devrait suivre, en toute logique, un esprit critique conséquent.

---

<sup>11</sup> Pierre Calame, *Penser et agir à partir du territoire. Le territoire acteur de l'avenir*. <http://institut-gouvernance.org/es.../fiche-document-18.htm>

<sup>12</sup> Voir Thorstein Corei, *L'économie institutionnaliste. Les fondateurs*, Economie/Poche, Economica, 1995

<sup>13</sup> Voir Mhammed Echoundi, *Gouvernance et dynamique des territoires. Expériences marocaines*, Thèse de doctorat, GREL/EREIA, Université d'Artois, 2008.

<sup>14</sup> Georges Lapassade, *Les microsociologies*, Anthropos, Economica, 1996

De ce point de vue, les travaux des auteurs comme Ronald Coase et Oliver Williamson sont à considérer comme des *transitions paradigmatiques* conduisant, à terme, à la *déconstruction de l'autonomie de l'économique*. Dans la pensée économique francophone, l'*économie des conventions* remplit, aussi, sans se rendre compte, ce rôle. Elle fait, en effet, intervenir la *sociologie* et la *psychologie des normes* dans la résolution partielle des *incomplétudes du paradigme du marché*. Cependant, ces élargissements de la théorie standard sont nécessaires mais non insuffisants. Ils envisagent rarement, si ce n'est dans des travaux comme ceux d'André Orléan, l'importance de l'impact des *croyances* sur les comportements économiques. Pourtant, point d'*institutions efficaces* dans les faits sans les croyances qui leur donnent sens et les motivent en profondeur. C'est ce principe que démontre, de proche en proche, la *théorie des sites symboliques d'appartenance*<sup>15</sup> en mettant en évidence les liens souterrains entre les *croyances partagées*, les *connaissances* et les *comportements* des agents économiques. Dans cette perspective, la situation, c'est l'interaction et sa solution est dans l'institution qui tire tout son sens et sa consistance de la représentation et la perception qu'ont les acteurs de leur monde. Cet *interactionnisme symbolique* fait surgir le *caractère anthropologiquement construit* des comportements économiques et signe radicalement la fin de l'*économiquement pur*.

A ce niveau de démonstration, la *théorie de l'économie de l'offre* paraît bien pauvre. A l'évidence, elle s'inscrit dans le *cercle vicieux paradigmatique* d'une science qui cherche à enfermer la société dans une perspective sans issue. En effet, la simple transition d'une *économie de la demande* de type keynésien à une *économie de l'offre* mettant l'accent sur la nécessité de s'adapter aux impératifs du *marché planétaire* ne peut aucunement être considéré comme une *révolution scientifique* au sens de Thomas Kuhn<sup>16</sup>. En substance, le postulat de l'*autonomie de l'économique* y trouve un plus fort renforcement. Cette *évolution conservatrice de la théorie économique contemporaine* peut même être considérée, paradoxalement, comme une *régression scientifique*. D'ailleurs, pour les grands épistémologues, il n'est pas certain qu'en matière de science, qu'on avance, à chaque fois, vers plus de connaissance. En science, l'évolution linéaire *de l'erreur à la vérité* n'est pas toujours garantie. C'est une question de visions et de paradigmes. Les régressions sont aussi omniprésentes que les innovations.

Au total, au lieu que la *théorie économique contemporaine* enrichisse sa démarche, à l'image des approches territoriales, en s'ouvrant sur les autres sciences de l'homme et en prenant en compte la diversité, la multiplicité et la complexité des problèmes concrets des sociétés contemporaines, elle se replie sur elle-même et devient, par excellence, un *système auto référentiel*. Ainsi, l'économie globalisée trouve sa justification en elle-même. Dans cette auto clôture du savoir économique, le marché devient le seul et unique mode de coordination entre les hommes. Ce n'est pas par hasard que le qualificatif de *pensée unique* a eu le succès que l'on connaît. Cette arrogance accroît son ignorance des véritables enjeux auxquels est déjà confronté l'ensemble de la science qu'elle est censée représenter. L'idée même d'une science économique est, aujourd'hui, en péril. Mais rien n'y fait puisqu'il s'agit d'un *imbroglio de savoirs* et de *pouvoirs* dont l'intérêt le plus évident est de défendre l'ordre établi. Ainsi, le programme de la pensée globale telle une *théologie* suit son cours jusqu'à son épuisement dont les signes avants coureurs sont déjà là<sup>17</sup>.

---

<sup>15</sup> H. Zaoual, *La socioéconomie de la proximité*, Bruxelles, L'Harmattan, Collection Economie plurielle/Série Lire le site, 2005.

<sup>16</sup> Thomas Kuhn, *Structures des révolutions scientifiques*, Flammarion, 1983

<sup>17</sup> Serge Latouche, *Survivre au développement*, Mille et une nuits, Fayard, 2004

## 2. LE SITE OU LE CAPITAL. QUE CHOISIR ?

### 2.1. Le paradoxe de l'anticapitalisme du développement

La politique d'ouverture économique n'induit pas partout les mêmes effets. Abstraction faite des *économies asiatiques*, en particulier, celle de la Chine, l'intégration à marche forcée au marché mondial ne modifie en rien les structures des économies de l'hémisphère sud. Leur croissance économique lorsqu'elle a lieu demeure tirée, le plus souvent, par des exportations de produits à faible valeur ajoutée. Ainsi, le récent redressement des économies africaines, à titre d'exemples, renvoie à une conjoncture favorable sur les marchés des matières premières. Cet effet prix a considérablement contribué à l'augmentation de leurs taux de croissance. Ce constat est encore plus prononcé pour les économies exportatrices de ressources énergétiques comme le pétrole et le gaz. Ces performances macroéconomiques sont à considérer avec prudence.

Si ces performances sont *conjoncturelles*, les *défaillances* des économies du continent africain sont *structurelles*<sup>18</sup>. Ainsi, l'effet-croissance tiré par les exportations de ressources naturelles peut faire illusion. A y regarder de près, ce type de « *croissance quantitative* » s'accompagne structurellement d'une *économie de rente*. Les excédents que ces économies réalisent dans ces circonstances sont généralement destinés à payer la dette qui résulte de cette même *économie de rente*, des importations croissantes en tous genres et à financer des budgets publics toujours marqués par une *mal gouvernance*. Ce mécanisme se reproduit inexorablement tant que l'on n'aura pas compris que le *développement* tel qu'il est pensé et pratiqué introduit *son contraire*, une *économie de rente* qui le réduit à être une consommation, donc une destruction des ressources sans suite. Ce *paradoxe fondamental* résiste à la politique économique prodiguée.

Les économies d'Afrique et du Monde arabe sont exemplaires de cette rigidité qui les cantonne dans des *spécialisations internationales* qui stérilisent leur créativité. Cette « *malédiction des ressources* » est révélatrice des limites supérieures du *paradigme du développement*. C'est à l'intérieur de cette conception que l'on peut comprendre que les politiques économiques sont dans l'incapacité de décréter un *capitalisme schumpétérien*. C'est même le contraire qui se produit puisque tout est conçu de l'extérieur : de la conception à l'exécution. Ainsi les mutations que provoquent les politiques économiques donnent lieu à une espèce de *capitalisme furtif*. Il est plus virtuel que réel. Il ne se manifeste essentiellement que par une *modernisation de surface* dont la caractéristique essentielle est une *consommation réelle et symbolique* de l'Occident. Dans ces circonstances, le « *développement transposé* » s'apparente, en définitive, à une « *carrosserie d'un capitalisme sans moteurs* » qui rouille sous les tropiques. Il y a incontestablement une *erreur d'optique*.

Autrement dit, le *développement par le haut* se détruit et détruit les capacités d'innovation locale. Cette *destruction-destructrice* provoque un *désarmement* à la fois économique, social et culturel. Elle livre ainsi ces pays à un pillage systématique ni plus ni moins. Dans cette aventure, ils perdent leurs propres *définitions du réel* et en adoptent d'autres qui les amènent à devenir de *simples débouchés* pour les biens et les services de la créativité des économies les plus puissantes. Ce *stratagème* se joue en permanence de la théorie économique même si les

---

<sup>18</sup> Mustapha Machrafi, *Les économies africaines. Performances conjoncturelles et défaillances structurelles* in M. Machrafi et H. Zaoual (sous la dir.), *L'Afrique en mouvement, Revue Al-Maghrib al-Ifriqi*, Revue spécialisée dans le patrimoine et les études africaines, Institut d'Etudes Africaines, Université Mohamed V-Souissi, Rabat Maroc. A paraître en 2008.

*nouvelles politiques économiques* affichent, en apparence, des objectifs tels que la diversification de leurs exportations. Celle-ci ne se produit pas dans la réalité. Les économies concernées restent égales à elles-mêmes, *pourvoyeuses de produits excluant leur créativité*. Ce *trou noir* est caractéristique d'une soumission indiscutable que l'on voit aussi transparaître à travers la capacité d'intervention de l'*impérialisme multinational* sous la domination directe des USA et des institutions internationales qu'ils contrôlent, qu'elles soient économiques, financières, commerciales ou politiques<sup>19</sup>. Tout semble être organisé pour que les pays du sud demeurent un réservoir d'énergie et de matières premières pour les plus puissants de ce monde. Les guerres pour la domination des sites de production du pétrole et du gaz en cours que mène l'*empire* ne font qu'illustrer davantage ce constat<sup>20</sup>.

## 2.2. Le paradoxe formel/informel

C'est à une *épistémologie flexible* qu'invite, aujourd'hui, la théorie du site. Elle trouve toute sa légitimité dans les examens minutieux des *micros expériences de changement* qui ont cours particulièrement dans les univers qualifiés d'*informels*, négligés allégrement par *la théorie et la politique économiques*. Pourtant, ici aussi, le *paradoxe formel/informel* recèle des énigmes que la théorie des sites, une des variantes des théories du territoire, lève par une approche à la fois interdisciplinaire et interculturelle. Si l'inertie du formel s'explique aisément par la pratique des « *paquets de développement* », la vitalité de l'informel trouve son décryptage dans le fait qu'il échappe à la capture du paradigme officiel du développement et à celle de ses institutions formelles.

Le fait même, que les acteurs de ces *mondes parallèles* soient exclus du « *festin du développement* », donc d'une consommation sans production au sens créatif, les incite à entreprendre sur la base des « *vraies réalités locales* ». Celles-ci se caractérisent par l'absence de la facilité du *prêt à porter* et par la nécessité vitale de s'appuyer sur les données anthropologiques, économiques et techniques de leur propre site, bref sur l'impératif de créer de *l'auto organisation locale*. De fait, ces *économies du dedans* sont enchâssées dans des territoires imaginaires et réels<sup>21</sup>. Ces derniers recomposent leurs mondes à partir des trajectoires culturelles et sociales des populations concernées et de ce qui arrive, à l'état de débris, du dehors. Ce qui est le cas, entre autres, des savoirs et des techniques<sup>22</sup> issus du crash des « *paquets de développement* » avec les *sites-cibles* de l'économie formelle. Dans ces circonstances, les économies formelles (officielles) jouent le rôle d'écran entre la globalisation et les mondes informels où se situe le véritable enjeu des économies réelles des pays « *pauvres* » ainsi que celles de certains réseaux et quartiers des grandes banlieues du monde industrialisé en prise avec la crise. Celle-ci déqualifie, dans les critères du système, des pans entiers de la grande société industrielle que les acteurs du monde associatif tendent, tant bien que mal, à reconstruire pour éviter à la société globale de sombrer dans une *anomie généralisée*<sup>23</sup>.

Ces constats donnent aux paradoxes global/local et marchand/non marchand une portée universelle que la recherche dans les sciences sociales ne saurait en faire l'économie.

---

<sup>19</sup> ATTAC, *Que faire du FMI et de la Banque mondiale ?* Mille et une nuits, 2002

<sup>20</sup> Emmanuel Todd, *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard, 2002.

<sup>21</sup> H. Zaoual, *Les économies « voilées » au Maghreb*, Collection Economie plurielle/Série Lire le site L'Harmattan, 2006.

<sup>22</sup> H. Zaoual, « Développement économique et innovation située » in B. Laperche (sous la dir.), *L'innovation pour le développement. Enjeux globaux et opportunités locales*, Karthala, Paris, à paraître en juin 2008.

<sup>23</sup> Taoufik Daghri et alii, *Economie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité* T. Daghri et H. Zaoual (sous la dir.), Horizon Pluriel/L'Harmattan, avril 2007, 220 pages.

Fondamentalement, ces dilemmes expriment, à leurs façons, l'idée, selon laquelle, la science n'avance que par paradoxes. C'est le *paroxysme de ces paradoxes* qui fera basculer la *recherche contemporaine* vers de nouvelles visions capables d'en dénouer les mystères.

### 2.3. La fin de l'économie comme science autonome ?

Par expérience, ni l'argent, ni la technologie clefs en main, ni la politique économique telle qu'elle est pensée et exécutée n'assure, dans les faits, un capitalisme vigoureux. Max Weber ne soulignait-il pas que : « *Le problème majeur de l'expansion du capitalisme moderne n'est pas celui de l'origine du capital, c'est celui du développement de l'esprit du capitalisme. Partout où il s'épanouit, partout il est capable d'agir de lui-même, il crée son propre capital et ses réserves monétaires, ses moyens d'action mais l'inverse n'est pas vrai.* »<sup>24</sup> En croisant l'économie et la sociologie, ce grand auteur met en évidence les *entités immatérielles*, comme c'est le cas dans la *théologie protestante de type calviniste*, jouant un rôle moteur dans le développement du capitalisme. C'est aussi à la même conclusion à laquelle nous arrivons en distinguant le *développement*, tel que l'économiste se le représente, de la *culture du développement* si caractéristique de cet *imaginaire conquérant* qui avait envahi l'Europe dès la *Renaissance*. Il trouvera, par la suite, sa pleine incarnation dans la *culture des Lumières* du XVIII<sup>ème</sup> siècle<sup>25</sup>. Il s'agit d'une *volonté de puissance* vis-à-vis de la nature et de l'homme, *libéré mais ré aliéné* à une économie qui finit par n'avoir comme but qu'elle-même. Le *stade suprême* de ce processus de domination et d'aliénation est, aujourd'hui, la globalisation qui sert de concept et de pratique à ceux qui décident de l'avenir de notre monde.

En réalité, le *capital*, avant d'être une *simple catégorie économique*, est un *projet de société*, celui qu'Adam Smith décrivait à travers sa *société des marchands*. Ce *ré enchâssement de l'économique*<sup>26</sup> dans les dimensions imaginaires des sociétés permet, en effet, de mieux décrypter et les échecs des politiques de développement et ceux des politiques économiques de courte vue qui ont cours aujourd'hui sous la pression des grandes institutions internationales du paradigme du développement et de la mondialisation. La crise de leur paradigme de référence finira par les déstabiliser elles-mêmes. Ce qui est, déjà, le cas aujourd'hui<sup>27</sup>. Lorsqu'un paradigme est irrémédiablement condamné, sa crise se propage progressivement à l'ensemble de ses *institutions de pouvoir* après avoir décomposé ses *institutions de savoir*. Ce bouleversement devrait, en principe, ouvrir la voie à une transition vers d'autres visions. Cependant, cette *transition paradigmatique* est, par nature, *trouble* en raison de la *survivance des connaissances antérieures* qui agissent comme des *obstacles épistémologiques* au sens de Gaston Bachelard. Ils freinent ainsi les *révolutions* nécessaires au *progrès de la pensée humaine*. Ces *forces trompeuses* s'incarnent dans des modes de conduite de la recherche scientifique fortement marqués par des pesanteurs épistémiques. Ainsi, les *institutions du savoir* sont aussi difficiles à faire basculer vers d'autres visions du monde que les *institutions du pouvoir*. Dans la vie concrète des institutions du savoir, on ne peut que douter de la portée réelle du doute cartésien.

Dans ces conditions, une *nouvelle théorie* a dû mal à être acceptée en dépit des faits d'expériences d'autant plus que particulièrement en économie, on reste prisonnier de la *fameuse tromperie épistémologique* de Milton Friedman. Cette croyance scientifique consiste

---

<sup>24</sup> Max Weber, « *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* », 1905, Plon, p. 71, 1965

<sup>25</sup> H. Zaoual, L'impensé de l'économiste, *Mondes en développement*, tome 17, n° 68, 1989, pp. 141-152

<sup>26</sup> Cf. Karl Polanyi, *La grande transformation*, Gallimard, 1983

<sup>27</sup> Voir ATTAC, *Que faire du FMI et de la Banque mondiale ? Mille et une nuits*, 2002

à soutenir l'idée, selon laquelle, ce n'est pas la théorie économique qui est dans l'erreur mais c'est la réalité qui a tort ! Dans ce même ordre d'idées, on impute, souvent, les distorsions constatées à de simples problèmes d'application. Tout cela explique, entre autres, l'inertie dont fait preuve la science économique d'aujourd'hui. Associant l'économétrie et la déduction à partir d'hypothèses et de concepts réducteurs, elle continue d'évoluer dans ses développements et ses applications avec une grande étroitesse d'esprit.

Or, les enseignements de l'histoire des sciences démontreraient qu'une *théorie adaptée et adoptée* s'appliquerait, sans grandes difficultés. Elle donnerait au plan des faits les résultats escomptés au plan de l'abstraction. Son *applicabilité* serait d'autant plus commode qu'elle fait preuve d'une *adaptabilité* aux pratiques des acteurs locaux. Et, ici il s'agirait d'imaginer une épistémologie beaucoup plus molle que celle qui est à la racine de la science normale en économie voire dans l'ensemble des sciences sociales. Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourrait jeter les bases d'une *pensée de la proximité* avec l'intimité de l'*homme concret vivant*. Ce n'est pas un hasard que la *Recherche-action*, la plus proche des acteurs, enseigne, aujourd'hui, le protocole d'« *ici et maintenant* ». Dans ces conditions, la théorie déciderait de tout et efficacement lorsqu'elle se *fabriquerait* au plus près des préoccupations concrètes des *gens de la base*. C'est à partir d'une immersion dans les milieux de vie ou les contextes d'action que les hypothèses à admettre et à tester devraient être construites en collaboration avec les acteurs concernés par la situation. Ce n'est pas uniquement le chercheur qui construit des hypothèses, l'acteur aussi !

#### **2.4. L'homo situs. L'homme d'un nouveau paradigme en sciences de l'Homme**

A vrai dire, les sciences de l'homme et en particulier la science économique se fourvoient dans des contradictions insurmontables en l'absence d'une *révolution scientifique de portée interdisciplinaire*. Un court bilan sur leur genèse et leur évolution montrerait qu'elles ont cédé au *mimétisme* du vieux modèle de la science classique fortement marqué par le réductionnisme et le cloisonnement des domaines et des objets de recherche. Ce *penchant mécaniste* les empêche, aujourd'hui, même de suivre les *révolutions scientifiques* qui s'opèrent à l'intérieur du domaine des sciences de la nature.

A l'heure de l'*indétermination* et des nouvelles formulations dans ce domaine particulier de la pensée scientifique comme celle de la théorie du chaos, les sciences de l'homme continuent à découper indéfiniment l'homme, à se retrancher derrière des *frontières disciplinaires* et, en définitive, à s'enfermer les unes vis à vis des autres en d'innombrables spécialités, sous spécialités ainsi de suite. La recherche effrénée d'une *autonomie* et d'une *pureté disciplinaire* les conduit à une sorte d'*intégrisme épistémologique* qui nous fait perdre de vue l'*homme concret vivant*, leur supposé principal sujet. Si bien qu'en fin de course, l'*homme* devient ce *grand inconnu des sciences de l'homme* ! Tout indique, aujourd'hui, que l'heure est à la recomposition des *savoirs éclatés* pour mieux appréhender les réalités auxquelles nous sommes confrontés. L'expérience comme la théorie l'exige. Les domaines de l'économie et du management des organisations nous fournissent d'innombrables exemples à ce sujet<sup>28</sup>. L'idée directrice d'un tel programme scientifique *anti pensée éclatée* est qu'en dernière instance c'est de l'homme lui-même dont il s'agit. Tout part de lui et lui revient. En d'autres termes, les problèmes de l'homme sont lui-même.

---

<sup>28</sup> H. Zaoual, *Management situé et développement local*, Collection Horizon Pluriel, Rabat, Maroc, 2006.

L'expérience indique bien que les meilleurs modèles au plan de la rigueur, de la quantification et de la cohérence logique échouent dans les faits à partir du moment où ils ont négligé voire éliminé de leurs hypothèses et postulats les caractéristiques profondes des *hommes* et des *territoires* qu'ils sont censés faire évoluer vers des objectifs déterminés. Autrement dit, la *précipitation* si caractéristique de la *tentation technicienne* est porteuse de confusion. La projection est source d'*erreurs de vision* et, par voie de conséquence, d'action et d'interaction débouchant sur des *erreurs cumulatives* quant à la solution que demande la *situation*.

Toutes ces considérations sont prises en compte dans l'*épistémologie du paradigme des sites* dans la mesure où il relie les préoccupations de la théorie économique à celles de la théorie de la connaissance. En effet, le concept de site incorpore à la fois sa vision du monde, les protocoles de sa propre connaissance du monde et ses modes de comportement et d'organisation. C'est un tout relié en profondeur par le *sens commun* que les acteurs fabriquent, perpétuellement, afin de se coordonner dans un monde marqué par un *chaos* permanent. C'est donc une sorte de « *point fixe* » qui s'élabore collectivement dans un univers mouvant. Ce même « *point fixe* » est *mobile* en raison de la dynamique du milieu en interaction avec l'environnement global. Il fait ainsi l'objet d'une réinterprétation en continu de la part des acteurs. C'est la recherche permanente d'une *stabilité* à l'intérieur d'une *instabilité* inhérente à l'ordre de l'univers. L'attrait, aujourd'hui, au territoire dans un contexte de globalisation s'apparente, incontestablement à ce cas de figure paradigmatique.

En effet, si la globalisation *déstabilise*, le site *stabilise*. C'est exactement ce qui se passe sur le terrain. L'intrusion et la diffusion de la globalisation à travers tout ce qu'elle entraîne avec elle, aux plans économique, social et culturel, induisent des perturbations en profondeur. Ces instabilités exigent des repositionnements que seule la construction d'*espaces de références locales* peut stabiliser. C'est une exigence vitale pour les acteurs. Ce n'est pas par hasard que la théorie du site aboutisse à l'idée que l'*homme concret vivant* exprime universellement une demande *quasi existentielle* de site symbolique d'appartenance. L'homme y trouve un répit et un repère non seulement pour son *identité* mais aussi dans ses préoccupations relatives à l'*efficacité*. Ainsi, l'homme est incroyablement croyant. Il a besoin de croire pour croître, en d'autres termes pour agir *en situation* le plus efficacement possible. C'est la perspective de l'*homme accompli*.

Dans la mobilisation de ces dimensions non économiques, les *transactions journalières* d'ordre économique retrouvent une *zone de certitude* que le mécanisme économique de la globalisation n'assure pas. Au contraire, en imposant une définition désincarnée de l'homme, celle de l'*homo aeconomicus*, le paradigme du marché devient lui-même générateur, dans les faits, d'*incertitudes économiques*. Dans la pratique, l'*homo situs* les dénoue à sa manière. Il ré enchâsse le concept d'*homo aeconomicus* dans sa *propre expertise* de terrain pour mieux combattre l'*entropie économique*. Cette mise en *ordre* du *désordre* de l'économisme se fait instantanément. Dans le feu de l'action, toutes les dimensions que les sciences parcellaires isolent, au plan scientifique, se retrouvent simultanément réunies dans le décryptage que fait l'*homo situs* de la situation.

Dans cette recherche d'une *efficacité située*, l'agent concerné fait preuve d'une *grande plasticité* bien loin de la *rigidité* des conceptions académiques dominantes. Le *sitien*, celui qui tient à son site, est un « académicien » avisé ! L'acteur sait ce qu'il fait. Il corrige *in situ* les mesures et les politiques issues de nos sciences admises. Les effets escomptés s'en trouvent modifiés de fond en comble. Cette marge de manœuvre de l'*homo situs* réduit à néant le savoir de l'expert qui pensait que le *réel* est normalisable, selon ses propres critères. Ces

derniers sont, en réalité, une traduction de ses propres valeurs mais non celles du site auquel il a affaire. Ici, l'épistémologie de la coupure science/non science est battue à plates coutures. Dans la pratique, cette coupure se retrouve recousue par la culture et la capacité concrète qu'a l'*homo situs* de relier une pluralité d'*espaces de justification* au sens de l'économie des conventions. C'est ce qui rend, d'ailleurs, sa *rationalité rebelle* au modèle standard<sup>29</sup>. Nous sommes donc dans des *univers complexes* dans lesquels l'*homo situs* cherche des compromis, en somme, des accommodements à des impératifs, souvent, contradictoires. Ces dilemmes expriment sa nature humaine ambivalente du genre bon et coquin, altruiste et égoïste, concurrentiel et coopératif etc. Ce constat porte un rude coup aux hypothèses réductionnistes de l'*économie pure*, alignée sur des lois *a-historiques* et vides de *socialité*. En somme, l'*homo situs* n'est pas un *atome* mais une personne bien concrète *socialement intégrée* à un site.

Dans ces conditions, au-delà même du modèle de la *rationalité limitée* d'Herbert Simon, notre homme fait preuve d'une *rationalité située*. Celle-ci se construit, de façon indéterminée, par *interactions symboliques* et *pratiques* avec le milieu où l'acteur concerné évolue. Ainsi, il comble les limites de la rationalité au sens scientifique en économie en mobilisant paradoxalement ce qu'elle exclut de son champ. Se faisant, l'*homo situs déglobalise*, en quelques sortes, la *globalisation*, par nature *unidimensionnelle*. Il la resitue ainsi dans son site en y intégrant les impératifs et la multiplicité de sa situation.

Une fois de plus, si la *globalisation désintègre*, le *site intègre* non seulement les multiples dimensions que nous séparons artificiellement mais aussi les personnes. Le site veille sur sa *cohésion sociale* qui sert aussi à la gestion des *interactions* dont il est le théâtre. Ainsi, l'*univers du marché* se voit truffé de logiques et de comportements rebelles qui lui viennent en soutien quant au combat contre l'incertitude mais qui en limitent aussi l'autonomie et l'expansion. La réciprocité, la solidarité, l'appartenance, le réseau, le capital social etc. font ainsi irruption dans un monde que l'économiste cherche à purifier, par tous les moyens, afin de donner raison à sa *sinistre science*, mais en vain.

En ayant à l'esprit l'ensemble de ces considérations épistémologiques et théoriques, on comprend mieux l'échec des modèles économiques parachutés et la performance spontanée des dynamiques dites informelles. Les premiers étouffent le site et le site les phagocyte, une destruction mutuelle. Ainsi, la *science sans conscience du site* s'en trouve dérouterée y compris dans ses plus petits projets dont les ONG tirent, aujourd'hui, une légitimité, en réalité, discutable tant qu'elles ne quitteront pas, elles aussi le paradigme en cause. En restant prisonnières de sa vision, plus ces organisations se *techniciseront*, plus elles deviendront des **Organisations Non Garanties** tant au plan économique qu'humain et social. La réduction d'échelle des projets n'est aucunement synonyme d'une révolution. Les mêmes *erreurs paradigmatiques* peuvent se reproduire à l'infini sur des *échelles microscopiques*. La transition d'une échelle macro à une échelle micro peut s'avérer être une simple translation paradigmatique sans nouvelle vision.

Tandis qu'un regard du dedans laisserait entrevoir le secret des alchimies économiques et sociales dont sont le siège les dynamiques spontanées qui surgissent des sites, sans aucune aide experte et /ou financière. Pourvu qu'on laisse faire le site ! Dans ces régions du réel, la marge de manœuvre des *homo situs* est, encore, plus grande. Et, c'est là où les processus d'*auto organisation* sont à leur paroxysme et donnent lieu à des formes de vie encastrées dans les sites des acteurs. Les « *impuretés* », quand on se place du point de vue de l'*économie pure*,

---

<sup>29</sup> Naaima Boutharka, *Le concept de rationalité à l'épreuve des dynamiques territoriales. Expériences marocaines*. Thèse de Doctorat, GREL, Université du Littoral Côte d'Opale, 2008.

c'est-à-dire, les entités non économiques (culturelles, sociales etc.), viennent à la rescousse à ce que l'on pourrait qualifier de « *miracle économique* » dans la mesure où les conditions de départ des acteurs concernés ne sont pas *a priori* favorables leur dynamisme *ex post* universellement constaté. En effet, il s'agit de populations exclues et marginalisées par les institutions formelles du développement. Echappant ainsi à l'*emprise du paradigme* en cause, les acteurs et les organisations en question développent tout leur *potentiel en liberté*. Ce qui les amène à mobiliser leur *lien social* et leur *imagination créative*. Dans cet enchevêtrement de dimensions émerge une « économie » dont le but n'est pas elle-même. Elle fait partie intégrante du site même si elle compose avec une monétarisation des échanges qui y ont cours. Dans ces conditions, l'acteur a le soutien du site et le site a l'appui de l'acteur. Ce sont cette complémentarité, cette réciprocité et cette proximité qui défient ouvertement les lois admises par la *théorie pure de l'économie*.

## CONCLUSION

Au terme de cette contribution, il est incontestable, qu'aujourd'hui, le savoir économique a besoin d'une révision critique dans ses fondements. Les menaces environnementales associées à la fragilité de l'ordre social nous y incitent. Ces défis sont à relier directement à une *économie de la démesure* qui a pour but qu'elle-même mais non pas l'homme lui-même. En s'autonomisant et en s'imposant avec force et brutalité aux sociétés contemporaines, elle fait croire qu'elle détient le monopole de la solution de leurs problèmes. La pensée de la globalisation reflète bien cette *volonté de puissance*. Or, un examen serein de l'état du monde révèle bien qu'une bonne partie des risques et des menaces qui prolifèrent résultent des croyances et des pratiques que cette même pensée tente, en permanence, de justifier au plan scientifique. A l'heure des *incertitudes radicales* que traverse le monde, il devient urgent d'identifier les paradoxes constatés sur les terrains et démontrés au plan théorique pour mieux avancer dans l'élucidation des énigmes posées. Comme la science n'avance que par paradoxes, c'est à cette démarche que s'est attelée cette modeste réflexion. Ainsi, en mettant en relief, certains parmi eux, comme ceux du formel confronté à l'informel et du global comparé au local, la démonstration proposée, en les mariant et en les décodant, ouvre la voie à une révolution scientifique de portée interdisciplinaire. C'est par une pensée de l'interdisciplinarité et de la proximité que l'on peut s'approcher de ces *petits mondes cachés* que la globalisation cherche à anéantir. *A contrario*, la pensée des sites y découvre l'interactivité des dimensions des espaces vécus des acteurs et des richesses inestimables qu'il s'agit de conserver et de développer afin de mieux assurer les durabilités dans il est question aujourd'hui.